

[Accueil](#) | [Suisse](#) | RÉFORMER: la plateforme veut orienter ses futurs médecins de famille

Abo **Formation à une spécialité**

Un outil veut orienter les médecins là où l'on a besoin d'eux

Une plateforme a été mise au point pour coordonner la formation au niveau romand. Elle a été testée en anesthésiologie, et d'autres projets pilotes sont prévus.



Caroline Zuercher

Publié aujourd'hui à 15h00



Pierre Maudet, Sara Gabrione et Georges Savoldelli présentent un bilan intermédiaire de l'association RÉFORMER.



En bref:

- Une plateforme numérique romande vise à mieux orienter les futurs médecins vers les spécialités qui ont besoin de personnel.
- Un projet pilote a été mené en anesthésiologie. D'autres branches devraient suivre.
- Des données seront collectées avec l'OBSAN dès septembre pour cartographier la couverture médicale régionale.
- La plateforme fonctionne sur une base volontaire. Les cantons romands, qui sont à l'origine du projet, ont décidé de faire le point en juin prochain.

Comment encourager les médecins à se lancer là où l'on a le plus besoin d'eux – en [périphérie](#) ou dans des spécialités comme la [médecine de famille](#)? La question devient lancinante alors que près d'un quart des prati-

ciens romands ont [plus de 60 ans](#) et que la Suisse dépend de plus en plus de l'étranger pour garantir ses soins. Dans ce contexte, les cantons romands ont lancé en février 2025 la plateforme numérique RÉFORMER, afin de coordonner leur formation médicale postgraduée.

Si les hôpitaux et les services médicaux échangent déjà lorsqu'ils recrutent des médecins en formation, le but est de faciliter ce processus en mettant à disposition un outil commun. «Il manque aujourd'hui une plateforme unique permettant de centraliser et de partager les informations disponibles, explique Sara Gabrione, directrice de [RÉFORMER](#) ⁷. Cette transparence est essentielle pour que les étudiants et les médecins assistants puissent faire des choix éclairés. Actuellement, les décisions se prennent encore souvent avec une visibilité limitée sur les opportunités et les conditions de formation.»

«On ne peut plus se permettre de laisser les étudiants aller dans des impasses», renchérit le conseiller d'État Pierre Maudet. Président de RÉFORMER, il dénonce les coûts, pour les cantons, de cette dispersion. Avant de souligner que de nombreux jeunes s'intéressent à la médecine. «On reproche souvent au secteur de la santé de recruter [à l'étranger](#), mais il y a un potentiel local de grande qualité. Pour mieux retenir les personnes dans leurs postes, il faut travailler l'orientation.»

35 candidats

Pour tester le système, un projet pilote a d'abord été mis sur pied en anesthésiologie. Dans ce cadre, une vingtaine de coordinateurs et responsables de formation ont accès au nouvel outil, détaille Georges Savoldelli, médecin-chef du Service d'anesthésiologie des HUG. Leurs offres de stage y sont centralisées, pour le recrutement d'internes à partir de novembre 2027.

Les médecins en formation peuvent déposer une candidature unique sur la plateforme, sans devoir répéter l'exercice dans chaque établissement. Quelque 35 médecins assistants ont agi de la sorte. Les anesthésistes évaluent ensuite les candidatures en commun. Les profils qui paraissent les plus adéquats sont convoqués pour des entretiens, puis le choix est arrêté.

RÉFORMER dispose d'un budget jusqu'en 2030. D'environ 1 million de francs par année, il pourra augmenter si d'autres disciplines sont intégrées. Plusieurs projets pilotes, un peu moins avancés, ont été lancés. L'un d'eux concerne la [pédiatrie](#) à Genève. Un autre porte sur la médecine interne générale ambulatoire, dans le cadre du cursus de médecine de famille dans les cantons de Vaud et de Genève. Vingt-cinq cabinets sont im-

pliqués. Des contacts ont en outre été pris avec d'autres filières, comme la psychiatrie et l'orthopédie.

Les défis varient d'une discipline à l'autre. «Certaines ont besoin d'augmenter leur visibilité et de faciliter l'accès à leur formation, explique Georges Savoldelli. La nôtre, au contraire, attire énormément. Il est toutefois inutile de former trop de personnes: nous avons besoin de bonnes pratiques de sélection.»

Accent sur l'information

L'objectif est de fournir aux médecins en formation «toutes les informations utiles à leur orientation professionnelle», et de les regrouper en un seul endroit pour leur permettre «de comparer les parcours disponibles et de faire un choix éclairé». Organisés par filière, les renseignements disponibles sur la plateforme présentent les spécialités, leurs spécificités et les démarches de postulation. Les porteurs du projet souhaitent également développer un dispositif d'orientation reposant sur l'accompagnement de médecins expérimentés.

Pour alimenter la plateforme, des données vont être collectées dès septembre par l'Observatoire suisse de la santé (Obsan). Le but est de cartographier la couverture médicale par région et par spécialité. Selon Sara Gabrione, ces informations offriront aux cantons une vision à long terme

et «une capacité d'anticipation fondée sur des données objectives». Elle donne un exemple: «On sait qu'environ 40% des généralistes vont prochainement partir à la retraite. Mais on ne sait pas exactement combien, où et quand.»

Le système est suivi de près, prévient Pierre Maudet. Des résistances, il y en a. Elles sont notamment liées à la crainte d'une étatisation de la médecine. «En Suisse alémanique, il y avait un énorme scepticisme. Au final, les organisations faîtières nationales ont exprimé des avis contrastés, qui reflètent des conceptions différentes d'un tel projet entre la Suisse romande et la Suisse alémanique. Je pense que c'est notamment lié au fait que les médecins se rendent compte qu'ils perdent du terrain face à d'autres acteurs du système de santé, comme les assureurs.»

Si certains s'inquiètent d'une intervention trop importante de l'État, on peut à l'inverse se demander s'il est possible d'orienter les futurs médecins sans recourir à des mesures contraignantes, telles que la clause du besoin, alors même que la nouvelle plateforme repose sur une adhésion volontaire. Pour mémoire, le nombre de postes de formation est défini par les hôpitaux ou les cabinets, en fonction de leurs budgets, de leurs besoins ou des planifications cantonales.

Georges Savoldelli souligne que les défis sont plus larges. «RÉFORMER répond à un manque, mais ne peut pas à elle seule attirer les profession-

nels là où nous avons besoin d'eux. L'attractivité de la médecine de famille doit être travaillée dès les études universitaires – et les facultés y mettent beaucoup d'énergie. Par la suite, la rémunération est également un enjeu.»

Selon Pierre Maudet, [la clause du besoin ↗](#), qui est déployée depuis 2022 à Genève sauf dans quelques disciplines de premier recours, constitue néanmoins une menace pour les médecins. L'idée, selon lui, est d'agir en amont, avec les filières concernées, pour éviter de sortir «ce mécanisme efficace, mais un peu injuste, pour un jeune médecin qui a suivi toute sa formation et est confronté d'un coup à un manque de débouché dans la spécialité choisie».

NEWSLETTER

«Dernières nouvelles»

Vous voulez rester au top de l'info? «24 heures» vous propose deux rendez-vous par jour, pour ne rien rater de ce qui se passe dans votre Canton, en Suisse ou dans le monde.

[Autres newsletters](#)

Inscrit

Caroline Zuercher est journaliste à la rubrique Suisse-Monde-Eco depuis 2005. Elle couvre en particulier les sujets liés à la santé et à la politique de santé. Auparavant, elle a travaillé pour Swissinfo et Le Matin. [Plus d'infos](#)